



La traite et l'exploitation des êtres humains en France

Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH)

Collection « Les études de la CNCDH »

Étude réalisée par Johanne Vernier

La France a l'obligation internationale de lutter contre la traite et l'exploitation des êtres humains, en vertu du droit international des droits de l'homme. Ceux qui en sont victimes continuent cependant à rencontrer des obstacles parfois insurmontables

pour accéder à la justice et recevoir une assistance appropriée. Nombre d'entre eux sont notamment sanctionnés plutôt que protégés.

Dans ce contexte, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) a examiné le droit en vigueur, et les conditions de sa mise en œuvre, afin d'identifier les failles du dispositif français. Au terme de ses travaux, elle a adressé aux pouvoirs publics un avis accompagné d'une centaine de recommandations.

Dans la présente étude, qui a inspiré le travail de la CNCDH, sont expliquées les raisons pour lesquelles la traite et, surtout, l'exploitation ne sont pas réprimées en tant que telles et les difficultés que cela pose pour prévenir et réprimer efficacement de tels faits et pour garantir le respect des droits fondamentaux de ceux qui en sont victimes. Afin de remédier à cette situation, cette étude appelle à réfléchir à une nouvelle approche non seulement de la traite et de l'exploitation, mais encore de la migration et de la prostitution.

Prise dans son ensemble, cette étude propose une analyse essentiellement juridique visant à déterminer comment faire du droit en vigueur un outil efficace pour lutter contre la traite et l'exploitation, en assurant en particulier aux personnes qui en sont victimes de disposer des moyens d'y résister et, le cas échéant, d'être effectivement rétablies dans leurs droits fondamentaux.

Inside, the 94 recommendations on human trafficking and exploitation adopted by the French National Consultative Commission on Human Rights on 18 December 2009.

La traite et l'exploitation des êtres humains en France

Réf. 9 782110 079626

420 pages, 18 €

à La **documentation** Française

Accueil commercial
Téléphone 01 40 15 70 10

Au sommaire

Préface

Avant-propos

Introduction

Chapitre 1 : Les définitions internationales de la traite et de l'exploitation

Chapitre 2 : La traite et l'exploitation en droit français

Chapitre 3 : Les auteurs de faits de traite ou d'exploitation

Chapitre 4 : Les victimes de traite ou d'exploitation

Conclusion : Pour une meilleure prévention de la traite et de l'exploitation

Bibliographie

Acronymes

Annexes :

ANNEXE 1 : Avis de la CNCDH sur la traite et l'exploitation des êtres humains en France

ANNEXE 2 : CNCDH Opinion on combating the trafficking and exploitation of human beings in France

ANNEXE 3 : Principaux textes internationaux relatifs à la traite et à l'exploitation

ANNEXE 4 : Liste des personnes auditionnées et consultées

ANNEXE 5 : Programme de la réunion technique CNCDH-BIT, « Traite des êtres humains et travail forcé en France. Se pencher sur les formes d'exploitation autres que sexuelles »

En vente également en librairie et sur www.ladocumentationfrancaise.fr

bon de commande

À retourner à

**La direction de l'information
légale et administrative
(DILA)**

■ Commandes par courrier :
Administration des ventes
124 rue Henri Barbusse
93308 Aubervilliers Cedex France

■ Commandes par télécopie :
33 (0) 1 40 15 70 01



	Prix unitaire TTC	Quantité	Total
La traite et l'exploitation des êtres humains en France réf. 9782110079626	18,00 €		
Participation aux frais d'envoi			4,95 €
Montant total à payer			

Vous êtes une société, un organisme Vous êtes un particulier (cochez la case appropriée)

N° de client _____ (Merci de remplir ce formulaire en capitales)

Raison sociale _____

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

_____ (bât, étage..)

Code postal _____ Ville _____

_____ Pays _____

Téléphone _____ Courriel _____

Par carte bancaire N° _____

Date d'expiration _____ N° de contrôle _____ (indiquer les trois derniers chiffres situés au dos de votre carte bancaire, près de votre signature)

Par mandat administratif (réservé aux administrations)

Par chèque bancaire ou postal à l'ordre du comptable du B.A.P.O.I.A - DF
(B.A.P.O.I.A : Budget annexe publications officielles et information administrative)

Date

Signature